

JACQUES GRAVEREAU  
JACQUES TRAUMAN

# LES ALCHEMISTES DE LA CONFIANCE

# UNE HISTOIRE DES CRISES MONÉTAIRES



De Dioclétien à Nixon,  
de l'or des Médicis à l'euro

EYROLLES

# Petites et grandes histoires des monnaies

Quelques grandes décisions monétaires ont changé notre histoire. Certaines furent géniales, d'autres se terminèrent mal. Elles ont toutes un dénominateur commun, impalpable, qui se donne ou se refuse : la confiance.

Cet ouvrage re-visite les moments clés, les grandes avancées et les ruptures de l'histoire monétaire. On se souvient peut-être de Franklin Roosevelt, qui décida de dévaluer massivement le dollar en 1933, contre l'avis de tous ses conseillers, avec un plein succès. Sans doute aussi de la réussite inouïe du franc germinal de Napoléon. Mais que reste-t-il du grand Solon, qui effaça la dette grecque et créa la première grande monnaie en 594 av. J.-C. ? Qui est donc Félix de Parieu, concepteur prémonitoire de l'ancêtre de l'euro, l'Union latine, au XIX<sup>e</sup> siècle ? A-t-on bien saisi les fulgurances de Jean de Médicis au XIV<sup>e</sup> siècle ou de John Law au XVIII<sup>e</sup> ?

De la nomisma au florin ou au franc, du mark au yuan ou à l'euro, c'est un voyage au fil de l'histoire en 20 portraits que propose ce livre pour tenter d'éclairer nos décideurs actuels.



**JACQUES GRAVEREAU**, fondateur et directeur de l'Institut HEC Eurasia, professeur à HEC, est l'un des grands experts européens des développements de l'Asie et de la mondialisation, auteur entre autres du *Japon au XX<sup>e</sup> siècle* et de *L'Asie majeure*.



**JACQUES TRAUMAN**, banquier d'affaires, historien reconnu de l'économie financière internationale, a été en poste dirigeant de grandes banques pendant 35 ans dans plusieurs pays d'Asie et des Amériques. Il est aujourd'hui directeur de Aston i-Trade Finance, éditeur de logiciel.

**Les Alchimistes de la confiance,  
une histoire des crises monétaires**

Éditions Eyrolles  
61, bd Saint-Germain  
75240 Paris Cedex 05  
[www.editions-eyrolles.com](http://www.editions-eyrolles.com)

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2013  
ISBN : 978-2-212-55572-1

Jacques Gravereau – Jacques Trauman

**Les Alchimistes  
de la confiance,  
une histoire  
des crises monétaires**

De Dioclétien à Nixon,  
de l'or des Médicis à l'euro

**EYROLLES**





# Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
---------------------------	----------

## PARTIE 1

### Les architectes de confiance

Chapitre 1	
<b>Solon efface la dette grecque et la monétise .....</b>	<b>17</b>
Chapitre 2	
<b>Hamilton fonde le dollar et la puissance américaine .....</b>	<b>25</b>
Chapitre 3	
<b>Napoléon, maître de la confiance : le franc germinal .....</b>	<b>37</b>
Chapitre 4	
<b>Schacht sauve le mark... en ne faisant rien ! .....</b>	<b>47</b>
Chapitre 5	
<b>Poincaré et le franc à quat'sous .....</b>	<b>59</b>
Chapitre 6	
<b>Seul contre tous, Roosevelt ressuscite le dollar .....</b>	<b>67</b>
Chapitre 7	
<b>Anatomie de la confiance .....</b>	<b>75</b>

## PARTIE 2

### Quand tout dérape

Chapitre 8	
<b>Dioclétien invente le contrôle des prix .....</b>	<b>91</b>

Chapitre 9	
<b>La baguette magique de Talleyrand</b> .....	99
Chapitre 10	
<b>Le va-tout de Nixon</b> .....	109
Chapitre 11	
<b>Carlos Menem et la faillite de l'Argentine</b> .....	119
Chapitre 12	
<b>On ne fait pas jouer Platon en deuxième division!</b> .....	129
Chapitre 13	
<b>L'utopie de l'euro</b> .....	141
Chapitre 14	
<b>Euro, saison 2</b> .....	151

### PARTIE 3

#### Les grands systèmes

Chapitre 15	
<b>Petite histoire de l'or</b> .....	165
Chapitre 16	
<b>L'idée simple de Jean de Médicis</b> .....	179
Chapitre 17	
<b>Par le fer et le sang: Bleichröder et le mark allemand</b> .....	189
Chapitre 18	
<b>Takahashi, un Keynes japonais avant l'heure</b> .....	197
Chapitre 19	
<b>Les tribulations du yuan chinois</b> .....	205
Chapitre 20	
<b>Le roi dollar, jusqu'à quand?</b> .....	219



PARTIE 4  
Le temps des gourous

Chapitre 21	
<b>John Law le mirobolant</b> .....	233
Chapitre 22	
<b>Déjà l'euro ! Pariou et l'Union latine</b> .....	243
Chapitre 23	
<b>Keynes dans la maison des singes</b> .....	253
Chapitre 24	
<b>Les États ne font pas faillite !</b>	
<b>Walter Wriston, sorcier des produits financiers</b> .....	263
Chapitre 25	
<b>Milton Friedman et la main invisible du marché</b> .....	273
Chapitre 26	
<b>L'homme qui fit sauter la Banque d'Angleterre :</b>	
<b>George Soros</b> .....	283
<b>Des mêmes auteurs</b> .....	291
<b>Bibliographie</b> .....	293
<b>Index des noms de personnes et d'organismes</b> .....	299
<b>Index des notions et monnaies</b> .....	305



# Introduction

## LE BON ALOI

L'Europe traverse l'une des pires tempêtes de sa courte union. La crise financière partie de Wall Street en 2008 a entraîné une récession économique de l'Occident, la plus dure depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle s'est transmise de l'Amérique à l'Europe par une mécanique sournoise : le système bancaire occidental a été contaminé par une masse inextricable de produits financiers complexes, incompréhensibles, éparpillés en confettis, perfusant tous les circuits. La « financiarisation » triomphante des années 2000 a subverti l'économie réelle sous des volumes ahurissants de « produits dérivés » sortis de la boîte de Pandore, sans que l'on ne puisse plus les y faire rentrer malgré les réformes – timides, parcellaires, donc imparfaites – élaborées aux États-Unis et en Europe.

L'Europe a fait face à la crise en limitant la casse, et c'est tout à son honneur. Elle n'a enregistré une chute de son PIB « que » de – 4% en 2009, en sachant éviter la catastrophe de la crise de 1929, qui avait amputé la richesse occidentale de moitié au cours de la décennie funeste des années 1930. Mais pour contenir le tsunami actuel, l'Occident s'est endetté au-delà de toute limite décente et l'on n'entrevoit pas de rémission sérieuse à vue humaine, quelles que soient les réformes, d'autant plus douloureuses que les démocraties ont bien du mal à les faire admettre à leurs opinions publiques ou à leurs *lobbies*.

Les économies les plus fragiles, à la périphérie du continent européen, ont sauté les unes après les autres : l'Islande (qui, entrée la première en crise, en est maintenant sortie), la Grèce, l'Irlande, le Portugal et même l'Espagne, en attendant que le cyclone se rapproche du noyau dur européen. Le problème grec n'en finit pas de ne pas être résolu parce que l'Europe n'en finit pas de tergiverser, de ne pas trouver de consensus de ses 27 pays – ou des 17 membres du club euro –, de ne prendre aucune décision majeure.

Tout cela est bien connu, presque banal. Le feuilleton s'étale dans tous les journaux depuis des années. Les gestulations aussi.

La dette, pour abyssale qu'elle soit, est pourtant l'arbre qui cache la forêt. Nous avons tous, Européens comme Américains, vécu au-dessus de nos moyens depuis une génération, dans une lâche fuite en avant, hormis la lucidité allemande ou le courage canadien. La crise récente n'a fait qu'en rajouter une couche. Même en imaginant que nous puissions la résorber en diminuant drastiquement nos dépenses tout en augmentant nos impôts (déjà insupportables), nous continuerions à vivre sur des sables mouvants. En supposant – rêvons un peu ! – que nous soyons capables d'équilibrer nos budgets « en bons pères de famille » et de progressivement rembourser toutes nos dettes, aurions-nous pour autant retrouvé l'âge d'or de la stabilité et du progrès ? Rien n'est moins sûr, car il manquerait à l'architecture du système économique sa clé de voûte.

Pour retrouver un semblant d'ordre du monde, il faut en effet restaurer la confiance ; et la confiance, depuis l'invention de la monnaie, est assise sur un ordre monétaire viable. C'est plus austère, moins sexy, difficile à expliquer

aux opinions publiques, à mettre en œuvre par les politiciens, la monnaie. Mais le couple confiance-monnaie est imparable. C'est ce couple qui a été durablement démantelé depuis... depuis quand d'ailleurs ?

La dette est une question banale de ménagère. Tous les régimes, de l'Antiquité à nos jours, ont vécu d'expédients, surtout lorsqu'ils avaient à financer des guerres. Ce qui est beaucoup moins banal, ce sont, en revanche, à certaines époques et grâce à certains dirigeants inspirés et courageux, de grandes décisions sur l'architecture monétaire : celles qui ont apporté une prospérité durable ou le contraire lorsqu'elles étaient mauvaises.

Nous marchons aujourd'hui sur la tête. La confiance s'est évaporée lorsque le système financier mondial fut frappé de thrombose en septembre 2008, parce que personne ne savait de combien ses voisins étaient plombés de « produits toxiques » américains. Confiance encore lorsque, depuis 2010 jusqu'à aujourd'hui, personne ne sait si « la Grèce paiera », comme dit l'aria d'Offenbach, ou comme on le disait de l'Allemagne en 1920. On n'a plus confiance dans les pays déficitaires, comme l'Italie ou même la France, ni dans l'euro qui tangué dangereusement, mais l'euro continue à régler le premier ensemble économique et commercial du monde, comme si l'assertion gratuite selon laquelle « les États ne font pas faillite » anesthésiait tout le monde. On doute sérieusement des États-Unis, où la dette n'en finit pas de se creuser, mais le monde continue à acheter du dollar, même après la dégradation de la note souveraine du pays en 2011. A-t-on plus confiance dans la Chine, économie la plus excédentaire qui soit, banquier des États-Unis, mais dont le yuan sous cloche transcrit fort mal l'opulente balance des paiements ?

Pour retrouver une confiance durable, il faudrait refonder le système monétaire. Depuis toujours, on a tâtonné pour rechercher une monnaie parfaite, « unité de compte, réserve de valeur et intermédiaire des échanges », comme la définissait déjà Aristote. Les Phéniciens, suivis par les Grecs et les Assyriens, ont inventé les espèces fondues en métaux précieux. On n'a pas tardé à les manipuler, dès l'Antiquité. Des décisions géniales ont stabilisé le système pour des générations, comme celles des Médicis dans la Florence du xv<sup>e</sup> siècle ou de Napoléon avec son « franc germinal » ; d'autres ont précipité l'instabilité, dont la première est le contrôle des prix par « l'édit du maximum » de l'empereur Dioclétien en 301 après J.-C... et la dernière en date, celle de Richard Nixon, qui décrocha le dollar de l'or le 15 août 1971.

C'est sans doute de cette décision de 1971 que nous ne sommes toujours pas remis. Le flottement généralisé des monnaies s'accompagne jusqu'à aujourd'hui du flottement généralisé de la confiance : toujours le même couple diabolique. Et l'on n'hésite pas à superposer à un système flou une architecture bancaire. On a bien créé l'euro, en 1999, mais en commettant une erreur de base, que les États-Unis avaient soigneusement évitée lorsqu'ils créèrent le dollar en 1790 : si l'on émet une monnaie en se privant des instruments adéquats pour gérer la dette au même niveau collectif, on s'expose à des convulsions récurrentes : voyez l'euro. Les États-Unis avaient vu le problème dès l'origine mais, après avoir imposé depuis la Seconde Guerre mondiale leur dollar au reste du monde, ils ont fait fonctionner sans vergogne leur planche à billets pour se trouver, eux aussi, le dos au mur.

Ces bonnes ou mauvaises décisions qui ont bâti la monnaie et la confiance sont l'objet de cet ouvrage. Ce ne sont pas des grands flux de l'histoire qui les ont produites, des sortes de systèmes hégéliens impérieux et asexués, mais des hommes, souvent à rebours des idées dominantes. À propos d'histoire monétaire se trouve donc réhabilitée la « prosopographie », ce courant de pensée qui montre qu'à certains moments critiques, des décisions humaines peuvent faire basculer l'histoire dans un sens ou dans l'autre. On pense à Franklin Roosevelt, qui décida de dévaluer sa monnaie en 1933, avec un plein succès, contre l'avis de tous ses conseillers. On connaît Napoléon et sa réussite monétaire, un peu moins sans doute l'archonte Solon et son effacement de la dette grecque en 594 avant J.-C. Se souvient-on de Félix Esquirou de Parieu, concepteur prémonitoire de l'ancêtre de l'euro, l'Union latine, au XIX<sup>e</sup> siècle? A-t-on revisité les fulgurances géniales de John Law au XVIII<sup>e</sup>? Et celles d'Alexander Hamilton, aux États-Unis, ou de Gerson von Bleichröder, en Allemagne? C'est un voyage au fil de l'histoire, pour tenter d'éclairer nos décideurs actuels, que propose ce livre, celui d'une recherche perpétuelle du « bon aloi ».

L'aloi était la quantité de métal précieux présent dans les alliages servant à la fabrication des pièces de monnaie. Les changeurs vérifiaient qu'ils avaient affaire à une pièce « de bon aloi » en la faisant « sonner » sur une surface dure, puis en la pesant à l'aide d'une petite balance de précision, le trébuchet, afin de garantir les « espèces sonnantes et trébuchantes ». La recherche de la « bonne monnaie » est aussi vieille que la civilisation. Sans bonne monnaie, pas de confiance ; sans confiance, pas de stabilité, ni de bases économiques pérennes. C'est une équation simple mais redoutable.





PARTIE 1

# **LES ARCHITECTES DE CONFIANCE**



# Solon efface la dette grecque et la monétise

Le problème du « bon » instrument de mesure de l'économie est vieux comme le monde. La dette abyssale de la Grèce défraye aujourd'hui la chronique et manque de faire couler l'euro. Il n'y a rien de nouveau : le couple infernal de la dette et de la monnaie a provoqué de tout temps des ouragans. Pour les conjurer, certains gouvernants prirent des décisions fatales qui précipitèrent des catastrophes. D'autres, grands visionnaires et politiques avisés, permirent de refonder la confiance sur des bases saines et durables. C'est à Athènes que la première décision géniale de l'histoire fut prise... il y a 2600 ans. Comme souvent, par un homme presque seul contre tous : Solon.

Il y a 2600 ans donc, au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, Athènes est déjà prise dans l'étau d'un endettement inextricable. C'est à l'époque une petite cité portuaire assez pauvre, en rien la puissance que commencera à bâtir Pisistrate 50 ans plus tard et Périclès un siècle après. Elle n'a ni marine, ni influence politique. Parmi les cités grecques, c'est l'une des plus tard venues, l'une de celles dont la croissance a été la plus lente. Elle ne produit qu'un peu d'huile et de miel, doit importer le blé qui sert à nour-

rir ses habitants et lui coûte fort cher. Alors que Sparte, Mégare, Argos ou Chalcis sont déjà florissantes et fondent des colonies en Asie mineure, Athènes vivote.

La petite Athènes donne le spectacle d'une forme de lutte des classes qui empoisonne l'économie. D'un côté, on trouve une noblesse foncière qui a réussi au fil des générations à accaparer presque toutes les bonnes terres et les animaux utiles, et gère la cité selon ses intérêts; de l'autre, de petits fermiers sans terres qui travaillent pour les premiers, mais aussi une nouvelle bourgeoisie d'artisans et de marchands, sans pouvoir politique. Les uns prêtent aux autres, chroniquement à court de ressources. On doit rembourser ses dettes en têtes de bétail, l'unité de mesure de tout temps. Si l'on a du retard, on se voit infliger des amendes sévères. Celui qui fait défaut est réduit en esclavage par le créancier, selon les antiques lois de Dracon. Beaucoup ne peuvent pas rembourser et le montant de la dette explose, comme grandit l'hémorragie humaine des pauvres hères réduits à la condition servile. La situation empire gravement à l'orée du VI<sup>e</sup> siècle. Elle devient inexorable, insurrectionnelle.

Il faut un arbitre. On va chercher Solon, qui réunit un consensus sur son nom. Ce n'est pas un noble terrien, mais un négociant. Il a fait fortune dans le commerce de l'huile en Méditerranée. Il est devenu un personnage en vue de la cité d'Athènes, écouté pour ses sages opinions. C'est aussi un remarquable poète, dont les œuvres sont parvenues jusqu'à nous. Il n'est plus tout jeune aux standards du monde antique : 45 ans. Solon a vu le monde. Il a fréquenté les autres cités et comparé leurs modèles. Il connaît la valeur et l'usage de la monnaie.

## L'INVENTION DE LA MONNAIE

Ce sont les Phéniciens, au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle avant J.-C., qui les premiers eurent l'idée d'utiliser les métaux précieux pour faciliter les échanges. Le développement du commerce international, dont ils furent les pionniers, rendit le troc obsolète et nécessaire l'invention d'un moyen de paiement plus subtil. Comme le dira Aristote : « Les différentes marchandises nécessaires à la vie de tous les jours ne sont pas facilement transportables, et les hommes ont donc décidé d'employer pour leurs transactions quelque chose qui est intrinsèquement utile comme, par exemple, le fer, l'argent, et d'autres matériaux semblables. » Ce seront l'or et l'argent.

Pour le commerce des cités grecques, on échange les marchandises contre des pièces d'électrum, un alliage d'or et d'argent que l'on extrait à l'état naturel. L'argent seul sert aussi pour les échanges de moindre valeur. Les pièces sont frappées par chaque ville, avec un poids de métal strict sur lequel on ne plaisante pas (les faux-monnayeurs sont condamnés à mort). À Athènes, la pièce de base est la drachme, qui en général présente la tête de la déesse Athéna (fondatrice mythique d'Athènes) d'un côté, et de l'autre une chouette, oiseau monétaire commun aux cités grecques, animal protecteur. La drachme pèse 4,36 g d'argent. L'unité supérieure, la mine, est fixée à 73 drachmes.

Solon est porté au pouvoir en 594 avant J.-C., avec le titre d'archonte. Il s'attaque aussitôt au problème des dettes. C'est par une vaste réforme monétaire qu'il résout le problème. Cette réforme, rapportée 180 ans plus tard par le grand Aristote dans son ouvrage *Athenaïôn Politeia*

(*La République athénienne*), est entrée dans l'histoire sous le nom de *seisachteia*, littéralement « allègement » ou « remise du fardeau ». C'est une révolution conceptuelle et politique : pour la première fois, un gouvernant règle tout à la fois la question de la dette, celle de l'instrument de mesure et le système monétaire. Tout est lié. Solon va agir simultanément sur les trois leviers.

Il ne s'agit en aucun cas d'un « allègement » monétaire – contrairement à ce que laisse accroire un contresens répandu – mais d'un allègement des dettes, d'un affranchissement des débiteurs privés et publics d'une partie de leurs obligations vis-à-vis de leurs créanciers aristocrates. Solon commence par abolir l'esclavage pour dettes. Il édicte ensuite, très rapidement, une loi fondamentale qui convertit en valeurs monétaires et métalliques les amendes fixées en têtes de bétail selon la loi antique. Pour la première fois, l'instrument de mesure de la dette devient la monnaie métallique. Parallèlement, il fait une réforme fiscale majeure en remettant les impôts fonciers des métayers. Pour que l'édifice soit complet et cohérent, il décide de réévaluer la monnaie. La mesure et la valeur de la monnaie changent en même temps. La « nouvelle drachme » est d'abord calée sur 2 drachmes (comme le nouveau franc du général de Gaulle vaudra 100 anciens francs). Cette nouvelle drachme s'appellera *nomisma*. C'est un nom assez banal (« mesure » en grec, et sa dérivée « numismatique »), mais emblématique. Cette même désignation servira près de 2 000 ans jusqu'à la fin de l'Empire byzantin. Une monnaie peut acquérir une aura et un nom quasi religieux si elle est bonne. Une bonne monnaie transcende l'économie pour s'inscrire dans l'inconscient des peuples.

En même temps, Solon fixe la mine à 100 drachmes et non plus 73. C'est diaboliquement intelligent, car la monétisation de la dette entre débiteurs et créanciers athéniens ne s'accompagne pas d'une dévaluation au regard du commerce extérieur d'Athènes, qui aurait été catastrophique dans la situation d'importatrice de la cité. Expliquons-nous. Ceux qui doivent une somme considérable à leurs créanciers vont leur rendre une valeur égale en apparence, quoique moindre en réalité. Ils gagnent beaucoup au change, sans rien faire perdre, en théorie, à leurs créanciers, d'autant que l'on a changé au passage d'instrument de mesure. La dette devient donc plus légère de la différence de la monnaie nouvelle, soit 27% de moins. Bien sûr, le créancier perd 27% dans l'affaire, un abandon de créance forcé avant la lettre, mais la nouvelle monnaie adoucit la perception de s'être fait léser car on est payé en nouveaux nomismata ou en mines. C'est un peu hypocrite, certes: c'est de la politique! Mais on était proche de la guerre civile. La plupart des contentieux peuvent repartir sur une base nouvelle. La mesure assainira la situation pour des lustres.

## ON NE FAIT PAS LE BONHEUR DES GENS MALGRÉ EUX

Solon a pris le plus grand soin d'expliquer, de déployer des trésors de pédagogie pour que la mesure soit acceptable, comme il le dit dans un de ses poèmes: « Pour ceux qui avaient la force et en imposaient par leurs richesses, pour ceux-là aussi je me suis appliqué à ce qu'ils ne subissent rien d'indigne. » Il a compris qu'une grande réforme

ne vaut rien, même si elle est techniquement excellente, si les « réformés » ne se l'approprient pas et il a scrupuleusement appliqué ses principes, en toute transparence.

Vis-à-vis de l'étranger, ce n'est ni une manipulation monétaire, ni un cours forcé, ni une dévaluation. L'escroquerie aurait consisté à diminuer le poids de métal précieux dans les pièces, tout en faisant croire politiquement que c'étaient les mêmes : l'éternelle question du « bon aloi », en somme. Rien de tel dans ce cas, puisque la quantité de métal précieux de la nouvelle drachme est parfaitement fixée et vérifiable. Il n'y a pas non plus de dévaluation mais une surélévation (*auxesis*) du poids du commerce de la monnaie. De toute façon, les commerçants étrangers au port du Pirée le calculent immédiatement. Pour vendre leur blé, ils comptent en quantité d'argent, et peu importe que la mine soit divisée en 73 ou en 100 drachmes. Une monnaie métallique ne vaut, en effet, que par la quantité de métal qu'elle contient. C'est aussi simple que de comprendre le principe des vases communicants. Il faudra attendre 2000 ans pour que le concept de monnaie évolue, au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Solon fut toujours respectueux des uns et des autres. Il chercha le consensus et le bien commun, sans imposer la force, comme il l'écrit : « Au peuple, j'ai donné autant de puissance qu'il suffit, sans rien retrancher ni ajouter à ses droits. » Il créa un conseil de gouvernement très ouvert de 400 membres et des tribunaux représentatifs avec des magistrats élus. Il ne s'accrocha pas au pouvoir, mais au contraire s'éloigna volontairement de la cité et en profita pour voyager pendant 10 ans, afin que sa législation puisse s'implanter solidement en son absence, ce que l'on pourrait recommander à nos politiciens modernes ! Il est



l'accoucheur de ce qu'Athènes a eu de meilleur, révéé par les gouvernants et les philosophes parmi les sept sages de la Grèce. Aristote proclamera : « Il a réellement fondé la démocratie ».

## SOLON ET NOUS

Solon a eu la prescience de comprendre que, pour faire passer ses réformes et faire accepter les sacrifices indispensables, il fallait remplir deux conditions : que sa politique soit expliquée et acceptée par tous *et* que les sacrifices soient justement équilibrés. À chaque fois dans l'histoire que des autocrates brouillons ont pris des décisions sans impliquer le peuple ou en faisant peser le poids d'une réforme sur une catégorie plutôt que sur une autre, cela n'a pas fonctionné. Aujourd'hui, des bataillons de technocrates très intelligents, isolés dans leur caste d'initiés, prétendent faire le bonheur des peuples malgré eux. C'est exactement ce qui s'est passé lors de la création de l'euro : cette construction était peut-être techniquement fondée, mais elle était si compliquée que les dirigeants ont considéré que le bon peuple ne pouvait pas la comprendre. Au lieu de maïeutique, ils ont forcé un blanc-seing. Ils en subissent aujourd'hui les sévères retours de flamme. Il s'est passé la même chose au moment de la faillite de la Grèce, qui se déroule sous nos yeux depuis 3 ans : si la population traîne des pieds – c'est un euphémisme – pour comprendre les politiques de rigueur et y adhérer, les dirigeants n'ont aucune chance de réussir, que ces opinions publiques soient les Grecs appelés à se serrer la ceinture ou les Allemands appelés à régler les factures. Qui peut se sortir de cette angoissante complexité ? Cela s'appelle un homme d'État ! Voyez Solon.



# Hamilton fonde le dollar et la puissance américaine

Toute sa vie, Alexander Hamilton sera différent. Écossais par son père James, d'origine aristocratique mais pauvre et alcoolique, huguenot par sa mère française née Lavien, enfant illégitime de surcroît, Alexander Hamilton voit le jour en 1757 dans la petite île caraïbe de Saint-Kitts, avant d'arriver en Amérique. La famille est pauvre mais le petit Alexander tient de sa mère, il est très brillant. Son intelligence exceptionnelle le fait remarquer de ses maîtres, qui trouvent le moyen de l'envoyer étudier à New York au King's Collège (la future université Columbia). Il s'y trouve lorsque des colons américains décident de boycotter les produits des Britanniques, qui voulaient en imposer le monopole, et jettent 324 caisses de thé à la mer. C'est la révolte du 16 décembre 1773, dite « *Boston tea party* », qui marque le début de la guerre d'indépendance américaine.

Hamilton s'enthousiasme pour la cause. Il sera de tous les combats. En juin 1775, après avoir brillé dans son premier combat à New York, il fait la rencontre de sa vie : le général George Washington, qu'il ne quittera plus. À 21 ans, Hamilton est déjà capitaine lorsque Thomas Jefferson dévoile la Déclaration d'Indépendance, qui sera votée par le Congrès le 4 juin 1776. Les 13 colonies se préparent

à être libres, mais les combats s'intensifient. Le 20 janvier 1777, Washington, impressionné par la compétence et le courage d'Hamilton, le nomme aide de camp. Comme il parle parfaitement le français grâce à sa mère, il est chargé de la liaison avec le général Lafayette. Les combats cependant continuent et se déplacent vers la Géorgie et la Caroline du Sud. Les dernières troupes britanniques ne s'embarqueront définitivement de New York que le 25 novembre 1783 (*Evacuation Day*). Des esprits brillants ont déjà imaginé à quoi pourraient ressembler les États-Unis futurs. En 1781, Hamilton – qui a maintenant le grade de colonel – a rédigé *The Continentalist*, où il expose pour la première fois ses vues d'un gouvernement central fort.

En février 1789, George Washington devient le premier Président des États-Unis. Sa première tâche est de former un cabinet. La Constitution de 1787 étant muette à ce sujet, il faut improviser. Washington propose le secrétariat au Trésor à un marchand philadelphe, Robert Morris, qui décline, mais suggère le nom d'Hamilton.

«J'ai toujours su que le colonel Hamilton était un homme d'un talent supérieur, dit Washington, mais je n'ai jamais supposé qu'il ait une quelconque connaissance en matière financière.

— Il sait tout, monsieur, répond Morris.»

Le nouveau cabinet comptera trois ministres, et seulement trois : Thomas Jefferson aux Affaires étrangères, Henry Cox à la Guerre, et Alexander Hamilton au Trésor. Hamilton a 34 ans. New York est le centre de gravité du pouvoir, en l'absence d'une capitale définie. Les institutions sont en friche, sans monnaie bien claire, sans système fédéral précis. L'État en est à ses premiers balbutiements.

Après le bouleversement de la guerre d'Indépendance, tout est à construire.

George Washington réunit rarement son cabinet, préférant régler les affaires en tête à tête. Ceci permet à Hamilton d'accumuler un pouvoir considérable, encore accru par sa rapidité mentale, son esprit de décision et son énorme capacité de travail. Dès le lendemain de sa nomination, Hamilton crée la Bank of New York, embryon de banque centrale, s'attaque à la réforme fiscale et produit en cent dix jours un rapport sur le crédit public, chef-d'œuvre de précision et de lucidité.

## UNE DETTE ABYSSALE

Lorsqu'il accède au pouvoir, Hamilton se trouve confronté à un problème lancinant d'une grande banalité : une énorme dette publique de 79 millions de dollars. Cette dette a été contractée directement par les 13 États de l'Union, jusqu'alors indépendants les uns des autres, battant leur propre monnaie. Ces États ont été saignés à blanc. Ils n'ont plus de liquidités. Ils ont payé leurs soldats de la guerre d'Indépendance en reconnaissances de dettes publiques. Les démobilisés ont été dédommagés en monnaie de singe. En guise d'arriérés de solde, les États fédérés leur ont donné des certificats que l'on appelle IOU (« *I owe you* » : « Je vous dois » !). Comment rembourser cette dette à ces créanciers si honorables ?

S'ajoute au problème de la dette publique celui de la dette privée. Dans ce pays de fermiers, les exploitants agricoles sont tous endettés auprès des banquiers, en général des filiales de banques anglaises à New York. Les planteurs de la côte est, la seule qui compte – du Massachusetts

à la Géorgie, en passant par la Caroline ou la Virginie – sont exsangues, à court de liquidités. Ce sont pourtant eux qui ont mené l'indépendance. George Washington, James Madison, Thomas Jefferson sont tous de grands planteurs de Virginie, au bord du fleuve Potomac. Ce sont eux qui sont maintenant aux affaires. Hamilton pense que le paiement scrupuleux des dettes est l'alpha et l'oméga de la bonne réputation d'un État : « les États, comme les individus, qui honorent leurs engagements, sont respectés et inspirent confiance, alors que c'est l'inverse qui est vrai pour ceux qui ne les respectent pas ». Partisan d'une monnaie forte, Hamilton, dans son rapport sur le crédit public, préconise donc la reprise de toutes les dettes des 13 États de l'Union par l'État fédéral, ce que l'on nomme l'*assumption*. Mais le problème de l'*assumption* entraîne un autre, tout aussi grave : comment traiter les spéculateurs ?

Beaucoup des soldats démobilisés, convaincus que leurs certificats de créance ne valent rien, se mettent, pour un peu de liquide, à revendre ces reconnaissances de dettes à des spéculateurs à 20 %, voire 15 % seulement de leur valeur faciale. Ces derniers, mieux informés, connaissent les opinions de Hamilton et attendent la réforme à venir. Faut-il donc honorer ce papier à 100 % de sa valeur, léser de braves héros et enrichir de vulgaires profiteurs ? « Oui », répond Hamilton avec un pragmatisme glaçant.

D'abord, plaide Hamilton, il serait parfaitement illusoire de remonter jusqu'aux premiers détenteurs de ces papiers, lesquels ont beaucoup changé de mains, sans trace des transactions. Ensuite, les spéculateurs, après tout, ont risqué leur argent sur un projet encore bien hasardeux à l'époque. Enfin et surtout, il ne faut pas remettre en cause

la sécurité de transactions qui ont été librement conclues et ne peuvent donc être rétroactivement et arbitrairement annulées par la puissance publique. Ceci, pense Hamilton, est sans doute fort regrettable au regard de la justice humaine, mais fort nécessaire à la réputation future de la place de New York comme centre financier respectant la règle de droit. C'est la raison d'État contre la morale.

## UN DEAL AU DESSERT

Comment gérer le fardeau de la dette globale ? Elle est séduisante, l'idée de l'*assumption*, mais comment fait-on concrètement pour reprendre les dettes des États au niveau de la toute jeune fédération et la rembourser à leur vraie valeur ? Gérer de manière centrale l'effroyable complexité de 13 monnaies différentes ? Mais il faudrait également que l'État central puisse emprunter et en corollaire lever des impôts. Les États de la fédération et l'*establishment* des planteurs s'opposent farouchement à toute perte de leur autonomie et c'est pour cela que la réforme achoppe semaine après semaine, alors même que l'ensemble du système vacille. Hamilton ne sait plus que faire. Il n'en dort plus.

Thomas Jefferson a une autre obsession : régler la question de la capitale de la nouvelle république. Cette question de la *residence* empoisonne les débats politiques, au point que la fédération est sur le point de voler en éclats. New York n'est que la capitale provisoire. Les planteurs de Virginie ne veulent pas cohabiter avec les financiers de New York, qui les tiennent par leurs reconnaissances de dettes et dont ils se méfient comme de la peste. New York, c'est l'antéchrist : un foyer de spéculateurs corrompus ! Ils